

counterparts? Were the regional differences more or less significant than urban or rural location? Did slaves hired out flee more or less often than slaves hiring their own time? Was it true for Northern slaves, as Douglass once argued for Southern slaves, that those least oppressed were most likely to flee? Was the quality of treatment a significant factor? Did that quality vary from place to place in any measurable way? Northern slaves, McManus contends, were on the whole adequately fed, clothed, housed, and medically cared for. But how does that divide out, by region, by class of master, by the economic levels of their particular universes? If indeed their lot in many ways was similar to that of apprentices and indentured servants, did these latter flee their conditions as frequently as black bondsmen?

As one reads the text and scans both notes and bibliography one concludes inescapably that McManus' forte lies in mining governmental records. But again his self-imposed limits deny that expertise its broad analytic scope. Did laws and court treatment vary through time? Was there an evolutionary development of slave codes? How different were Northern from Southern codes? How closely did legal codes reflect both social values and/or economic interests? Did they lag behind or anticipate such values and interests? At what point did competing lines of economic interest and humanitarian concern intersect? If economic interest really determined the presence and character of slavery in the North (a contention with which McManus opens his study, p. 17, and closes it, p. 197), what were the factors which ultimately made it inutile?

Reviewers are always challenged for ordering books they would have written and being dissatisfied with the books that were in fact written. But the point is not what McManus should have written. He made it perfectly clear at the outset exactly what he intended to do—and he did it well. *Black Bondage in the North* provides an abundance of data; and it will likely remain a standard source for many years to come. But it is unfortunate that McManus so rigidly restricted himself. Fearful of being caught in the trap of present-mindedness, of inadvertently using his book as a vehicle for private causes, he has stripped it of analytic and intellectual content. Enough has slipped in to tell us that he has insights, that he does see meaning and importance in his material. By keeping it so well from us, however, he has left us the poorer.

William H. PEASE,  
University of Maine, Orono.

### Québec au XIX<sup>e</sup> siècle

JEAN HAMELIN et YVES ROBY. — *Histoire économique du Québec, 1851-1896*. Montréal, Fides, 1971.

ALBERT FAUCHER et JACQUES LETARTE. — *Atlas d'histoire économique et sociale du Québec, 1851-1901*. Montréal, Fides, 1971.

Notre représentation du XIX<sup>e</sup> siècle économique québécois s'enrichit rapidement depuis quelques années et, en même temps, elle est poussée en profondeur. Dans un premier temps, les travaux de Jean Hamelin et Fernand Ouellet ont fourni une réponse à l'école néo-nationaliste: l'évolution économique et sociale du Québec montrait que l'infériorité économique des Canadiens français ne s'expliquait pas par la Conquête. A certains égards, cette infériorité était antérieure à 1760 et elle tenait surtout à une inadaptation de la société canadienne-française aux transformations économiques de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle; notamment à la crise agricole et au passage du commerce des fourrures à celui du bois. A l'heure actuelle on assiste à un vaste approfondissement, surtout au niveau économique peut-être, mais de caractère de plus en plus global; et ici l'influence de Ouellet n'est sans doute pas négligeable. En quoi consiste la crise agricole et quel fut le rôle de l'agriculture? Comment s'est fait le passage du commerce des fourrures

à celui du bois et quel fut le rôle de l'un et de l'autre? Quelles furent les attitudes des Canadiens français face à l'ensemble des transformations économiques, ethniques et politiques auxquelles ils furent confrontés, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'Union? Les études de Gilles Paquet et J.-P. Wallot, la continuation de l'œuvre de Ouellet et la contribution de Gilles Bourque se situent au cœur de l'approfondissement de ces grosses questions. Au plan des méthodes celui-ci se traduit notamment, au delà du diptyque structure-conjoncture proposé par Ouellet, par l'approche interdisciplinaire de Paquet et Wallot, pour qui le commerce international serait l'élément moteur de l'économie bascanadienne, et par une interprétation marxiste chez Bourque<sup>1</sup>.

C'est dans ce contexte que paraissent coup sur coup deux œuvres fort importantes, bien qu'elles s'en tiennent toutes deux essentiellement à l'économie : celle de Jean Hamelin et Yves Roby, et *Québec en Amérique au XIX<sup>e</sup> siècle. Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*, d'Albert Faucher (Montréal : 1973). La première fut envisagée à la fin des années cinquante, parallèlement à l'*Histoire économique et sociale* de Ouellet, dont elle voulait être la continuation. Mais Jean Hamelin renonça à situer son *Histoire économique du Québec* de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans la perspective totalisante tentée par son devancier<sup>2</sup>. Et il opta pour un plan thématique plutôt que de poursuivre la démarche chronologique et conjoncturelle de Ouellet. Quant au livre de Faucher, il constitue en un sens, un indispensable complément aux travaux d'ensemble de Ouellet, Hamelin et Roby. Si l'on ne connaissait les préoccupations de l'auteur, le titre de cette étude indiquerait suffisamment son objectif : situer fondamentalement l'économie du Québec du XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte des conditions géographiques et technologiques et dans l'ensemble des forces du marché de l'Amérique du Nord. Pour Faucher en effet, cette vision doit être préalable à tout autre. Or c'est celle d'un Québec qui occupait généralement, dans cet univers, une position périphérique ou marginale. En consacrant une bonne partie de la préface qu'il a écrite pour le livre d'Hamelin et Roby à l'ambiguïté d'une étude économique qui se limite au Québec et à la nécessité de situer cette « région » dans son cadre plus vaste, à la fois canadien et anglo-américain, Faucher annonçait déjà sa contribution personnelle : « Pareille insertion du Québec dans son univers, y écrit-il, [...] s'impose à certains égards pour de simples fins d'explication » (p. x). Et plus loin, il précise (p. xvi) :

A étudier cette question de la technologie, un sujet qui en recoupe bien d'autres, on se rend compte de l'insuffisance méthodologique de ce supposé « cadre national » ou « cadre régional », qu'on nomme province de Québec, et qu'on considère comme centre de décision économique ou comme foyer de mobilisation de facteurs économiques. On sentirait davantage l'insuffisance de cette schématisation s'il s'agissait de faire une histoire économique du Québec au XIX<sup>e</sup> siècle, la mobilité des facteurs s'accusant davantage et sur des aires plus vastes. Pour écrire une histoire économique du Québec il faudra préciser des champs de forces et révéler le jeu des pôles de développement. Les forces économiques se sont entremêlées, et elles continueront de se combiner au mépris des frontières dites nationales ou provinciales.

<sup>1</sup> On sait que sur le plan européen, le rôle économique de la conjoncture, limitée aux mouvements des prix, et plus particulièrement le rôle du *trend* séculaire et du mouvement de longue durée, est en cours de réévaluation depuis plusieurs années : notamment par P. Bairoch pour la révolution industrielle (voir *Révolution industrielle et sous-développement*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1969); également par Michel Morineau, depuis ses *Fauxsemblants d'un démarrage économique* (Paris, 1971), pour la France du XVIII<sup>e</sup>; mais surtout par Maurice Lévy-Leboyer pour la France du XIX<sup>e</sup> (voir *L'héritage de Simiand*, in « Revue historique », n<sup>o</sup> 1, 1970, p. 77 ss). Par ailleurs, Bairoch vient de montrer dans « Commerce international et genèse de la révolution industrielle anglaise », que le rôle du commerce extérieur y fut nettement secondaire, jusque 1780-1790 du moins (in « Annales. Economies. Sociétés. Civilisations », n<sup>o</sup> 2, 1973, p. 541 ss).

<sup>2</sup> Bien que l'atlas porte le titre *Atlas d'histoire économique et sociale du Québec*, il est tout aussi essentiellement économique que le livre dont il est le complément.

Ceci ne veut pas dire que l'on ne peut étudier l'évolution économique du Québec en tant que tel, mais on ne peut le faire qu'en la replaçant constamment dans son univers réel. Car, dit-il à la fin de son livre, la géographie, la technologie et les forces du marché imposent des limites et des variations aux possibilités des différentes régions d'un vaste ensemble. De même, l'auteur admet évidemment qu'au-delà de l'évolution économique différentielle, il faut poser la question de l'infériorité économique québécoise au niveau social et mental, car, rappelle-t-il, « la technologie est l'œuvre de l'homme<sup>3</sup> ». Et « il faut bien essayer d'établir une relation entre certaines propriétés de la société québécoise, où les Canadiens français sont en majorité et dominant politiquement ou électoralement, et les caractères du progrès économique de la province de Québec ». Mais à condition que l'on envisage cette relation et l'étude de l'efficacité économique du peuple québécois dans le contexte du jeu des forces économiques de l'univers nord-américain<sup>4</sup>. Jusqu'à un certain point donc, mais sans exclure l'approfondissement de la première moitié du siècle rappelé plus haut, on peut considérer que l'œuvre de Faucher est complémentaire de celles de Ouellet et de ses continuateurs. Mais venons-en à l'apport de ces derniers.

Devant la complexité des interactions entre l'économique, le politique, l'ethnique, le social et le mental, dans un Québec qui passe de l'économie coloniale à l'économie industrielle et au protectionnisme canadien, mais aussi du capitalisme commercial au capitalisme industriel, voire de l'état de colonie anglaise à celui de colonie américaine, les professeurs Hamelin et Roby ont préféré présenter tout d'abord un inventaire factuel, essentiellement économique et qui constituerait à la fois un tremplin pour les étudiants et un cadre pour les travaux ultérieurs. On ne peut que leur donner raison. D'autant plus qu'il est plus difficile d'étudier les transformations économiques des régions marginales que celles des régions clés auxquelles elles se rattachent. Car il est possible d'étudier les secondes en négligeant les premières alors que l'inverse n'est guère défendable. Par surcroît, dans le cas du Québec, les auteurs se sont heurtés — comme Fernand Ouellet d'ailleurs — à la nature des séries statistiques disponibles. Celles du Canada-Uni et celles du gouvernement fédéral ne spécifiant pratiquement ni l'évolution du Canada-Est, ni celle des provinces. C'est ce même souci d'établir un inventaire des faits économiques qui amène les auteurs à négliger les discussions ou les conflits qu'engendrent les politiques économiques, pour ne s'attacher qu'à leurs conséquences lorsqu'elles sont mises en application; ou encore à ne pas tenir compte des inventions technologiques comme telles, mais plutôt de leur diffusion.

Le livre s'appuie essentiellement sur les rapports et les séries statistiques des sources imprimées: les documents des sessions fédérales ou provinciales, les recensements décennaux, l'*Annual Report* de Patterson, etc. Mais il fait aussi un très large usage des journaux et particulièrement des journaux anglophones. Sans négliger bien entendu les synthèses et les monographies existantes, dont on retrouvera les plus utilisées dans la bibliographie initiale ou à la fin de chaque chapitre et les autres dans les notes. Au total, par l'ampleur de la documentation rassemblée, disons tout de suite que le livre d'Hamelin et Roby réalise un défrichement fort considérable. Il constitue désormais un instrument de travail indispensable à l'étude du Québec du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il est construit en cinq parties: les pressions nord-américaines, démographiques et conjoncturelles; l'implantation des réseaux de communications et de transports; la mutation des campagnes; l'industrialisation et l'urbanisation; et enfin les échanges. Le livre s'ouvre donc sur cette perspective nord-américaine sur laquelle Faucher insiste avec raison, et où les auteurs nous présentent immédiatement le Québec comme une région

<sup>3</sup> De même, R. Durocher et P.-A. Linteau ont insisté sur la nécessité de distinguer le retard de l'infériorité dans *Le «retard» du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Boréal express, 1971.

<sup>4</sup> *Québec en Amérique*, conclusion.

marginal (p. 35). Ensuite en effet, bien que ce soit pas là le but du livre, on retrouvera maints indices de ce caractère du Québec au fil des chapitres. La baisse du taux de nuptialité et l'émigration des Canadiens français, même si elles s'expliquent pour une bonne part par les transformations structurelles de l'agriculture (p. 97), s'expliquent aussi par la lenteur relative de l'industrialisation. L'analyse conjoncturelle est centrée sur les cycles courts. C'est sans doute la solution la plus sage, compte tenu de la revision en cours de l'influence du cycle long et du *trend* séculaire évoquée plus haut. Mais elle montre clairement, par exemple, que les crises financières qui frappent les États-Unis, l'Europe ou parfois l'Ontario en 1857-59, en 1873 et 83 ou en 1893-94, ne touchent le Québec qu'avec retard et sur le plan commercial. Ce chapitre se termine par le rappel de l'importance de la restructuration des campagnes et de l'essor continu de l'industrie laitière, moins bien perçus que la conjoncture internationale par les milieux d'affaires et la presse de l'époque, mais qui n'en atténuent pas moins sa portée.

Il faut savoir gré aux auteurs d'avoir consacré une soixantaine de pages aux communications du Québec. Elles complètent heureusement les quelques passages que Ouellet a pu leur donner pour la période 1760-1850. Par rapport au canal Érié, on peut y noter — et visualiser grâce à Jacques Letarte — le caractère secondaire de la voie laurentienne dans le trafic des céréales, malgré un certain « suréquipement » de cette voie à la fin du siècle. La création des réseaux ferroviaires, et au Québec les constructions et le matériel anglo-américains de compagnies qui débordent largement la province ou même le Canada, ne modifient pas cette situation, au contraire. Quant à la route, conçue tout d'abord comme un instrument de colonisation, elle semble avoir été négligée après 1870, précisément au moment où la montée de l'industrie laitière, de nouveau mal perçue, amène les campagnes à y recourir progressivement. Au total, cependant, le rail et la route donnent au Québec une certaine infrastructure industrielle et rurale.

Si la route soutient la colonisation, c'est le clergé dans l'ensemble qui stimule le mouvement, à la fois structurel et conjoncturel, freinant ainsi l'émigration. Mais c'est la transformation de l'agriculture qui constitue une véritable réussite pour les Canadiens français. L'ouverture du marché américain a favorisé les premières initiatives, notamment les progrès de la productivité du sol. Aussi est-ce lorsque ce marché se ferme, en 1866, que les cultivateurs du Québec — tout comme les Ontariens du reste — s'orientent vers l'industrie laitière. A beaucoup d'égards, les résultats furent remarquables, au point que l'Angleterre devint le principal client de l'industrie laitière québécoise. Pour la première fois de leur histoire, les cultivateurs canadiens-français, à nouveau menacés pourtant d'être confinés à la marge des flux commerciaux, parvenaient à renverser la situation et à s'imposer eux aussi, sur le marché international. Il n'en va pas de même dans la production du bois, où le passage de la vente de l'équarri à celle du bois scié va de pair, jusqu'à un certain point tout au moins, avec le recul du capital, des milieux d'affaires et du marché britanniques, au profit de l'emprise du capital, d'entrepreneurs, de la technologie et du marché américains.

Les débuts de l'industrialisation se réalisent dans les limites des possibilités économiques et socialement dans des conditions souvent intenables. Le Québec est déphasé par rapport à l'avance anglaise et américaine et dépourvu de fer et de charbon. Ses entrepreneurs développent surtout le niveau secondaire de l'industrie de consommation en prenant littéralement appui, malgré les luttes ouvrières, voire la lutte de classes, sur le bas prix de la main-d'œuvre canadienne-française; grâce aussi à la politique protectionniste adoptée par le gouvernement fédéral. Montréal devient ainsi, tant bien que mal, le grand centre canadien du cuir, du vêtement et du tabac. En même temps l'industrie du bois et peu à peu celle des pâtes et papiers; les industries alimentaires; dans une certaine mesure aussi les mines de cuivre, d'amiante ou de mica, constituent des secteurs de développement régional.

Au niveau des échanges enfin, le recours, sur le marché intérieur, aux techniques commerciales qui, en Angleterre et aux États-Unis, attestent déjà l'évolution de ces pays vers la société de consommation, est peut-être le signe d'un certain rattrapage du Québec. Comparativement à l'Ontario cependant, le volume des faillites commerciales qu'on y enregistre montre la « fragilité » du commerce « régional ». Par ailleurs, si le commerce extérieur évolue évidemment dans le sens de la continentalisation du commerce extérieur canadien, le rôle de l'Angleterre reste néanmoins fort important pour le Québec à cause des exportations de ses produits laitiers. Mais tout aussi importante sans doute est la montée de ses échanges avec les autres régions canadiennes. Malheureusement on le sait, les auteurs n'ont pu réunir aucune série statistique dans ce domaine. Au sujet des rivalités interurbaines enfin, on ne pourra s'empêcher de comparer la présentation d'Hamelin et Roby à l'interprétation de Faucher. Toutes deux constituent un excellent point de départ en vue d'un approfondissement. En particulier pour qui veut étudier le caractère marginal du Québec.

Je termine ici cet aperçu du livre des professeurs de Laval. Jean Hamelin se demandait en avant-propos si Yves Roby et lui-même avaient fait plus qu'un inventaire factuel. Dans le domaine économique, incontestablement. Par leur insistance sur les structures, au-delà des conjonctures, et par le nombre et l'intérêt des observations de caractère synthétique qui enrichissent leur travail, tous deux nous ont certainement donné beaucoup plus qu'un simple établissement des faits. Au-delà de l'économique, ils abordent le social : en esquissant la vie des colons, des bûcherons ou des pêcheurs par exemple; ou encore à propos de l'urbanisation. Mais dans ce domaine, ce sont les pages consacrées aux unions ouvrières qui sont les meilleures. Il est vrai que Hamelin et Roby ne développent pas de thèse. On peut toutefois noter l'idée générale qui inspire l'œuvre et qu'ils formulent eux-mêmes d'ailleurs (p. 340) :

Il y a tout lieu de croire que, si une approche socio-économique permet de comprendre l'évolution économique et sociale du Québec, il faut chercher dans une approche socio-culturelle des éléments d'explication à l'infériorité économique permanente des Canadiens français.

Le livre n'étudie pas comme tel le problème de l'infériorité économique, dont la prise de conscience au XX<sup>e</sup> siècle tient essentiellement à l'émigration canadienne-française et à la domination anglaise. Il le rejoint cependant par une série d'observations sur le rôle de l'idéologie, sur les conséquences de l'orientation de l'enseignement ou à propos des possibilités d'action des entrepreneurs canadiens-français.

En somme, comme Faucher le signale dans la préface, Hamelin et Roby ont conçu leur ouvrage en fonction du Québec considéré comme région économique. Et c'est comme tel, surtout qu'il rendra de très grands services. Certes le livre n'est pas complet. Jean Hamelin et Albert Faucher nous le disent tous deux au début du volume et précisent certaines lacunes. Par exemple, celles qui concernent les revenus, l'épargne ou les investissements. Mais quoi ! Fallait-il retarder de plusieurs années l'utilisation d'un instrument de travail de cette importance, afin d'être plus complet ? Mais il reste à viser la synthèse d'une histoire économique du Québec de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, où l'économique serait envisagé dans son contexte ethnique, social, culturel et politique, tout en tenant compte de la perspective nord-américaine préconisée par le Professeur Faucher<sup>5</sup>.

Il me reste à dire combien l'atlas de Jacques Letarte complète heureusement le livre de Hamelin et Roby. Il permet de visualiser particulièrement bien les progrès de l'agriculture

<sup>5</sup> Il faudrait toutefois approfondir cette perspective en tenant compte davantage de l'éclairage démographique, socio-économique et socio-culturel nord-américain. Ce que Faucher nous a donné, c'est essentiellement la perspective technologique. On voit beaucoup moins les forces du marché.

québécoise. Tout au plus regrettera-t-on l'un ou l'autre détail. Par exemple que les légendes du groupe de cartes des vaches laitières ne facilitent pas les comparaisons de la même manière que celles des cartes de fabriques de beurre et de fromage. L'atlas est moins riche au point de vue industriel et commercial, bien que les cartes établies dans ce domaine soient excellentes. Mais c'est le manque de sources statistiques qui en est la cause.

Hubert WATELET,  
Université d'Ottawa.

### *Canadian Labour History, 1935-1968*

IRVING M. ABELLA. — *Nationalism, Communism and Canadian Labour: The C.I.O., the Communist Party, and the Canadian Congress of Labour, 1935-1956*. Toronto: University of Toronto Press, 1973.

DAVID KWAVNICK. — *Organized Labour and Pressure Politics: The Canadian Labour Congress 1956-1968*. Montreal and London: McGill-Queen's University Press, 1972.

It seems difficult to generate academic interest in the development of the Canadian Labour movement. Topics relating to labour have been published sporadically at best. Yet labour organizations, like the Trades and Labour Congress, the All-Canadian Congress of Labour, the Canadian Congress of Labour and the Canadian Labour Congress require scholarly investigation. One is therefore encouraged by the appearance of two books on Canadian Labour by Irving Abella, an historian at Glendon College, York University, and David Kwavnick, a political scientist at Carleton University. The studies are contiguous chronologically but differ in scope and approach. Abella analyses the vicious organizational and leadership struggles of Canadian labour outside the Trades and Labour Congress from 1935 to 1956 and Kwavnick considers the activities of the Canadian Labour Congress as a political pressure group from 1956 to 1968.

*Nationalism, Communism and Canadian Labour* contains a wealth of information in unravelling the contest between the Communist, and anti-Communist leaders for control of the Canadian Labour movement within the CIO and then the CCL. The main issue that affected the struggle involved the interaction of the communists and their adversaries in unionizing Canadian labour and the relationship with the international offices.

The importance of Communist labour activities of the Workers' Unity League and its successor the Young Communist League in organizing the unorganized worker has been ignored, belittled or denounced. Abella demonstrates that the Canadian Communists, during the harrowing and debilitating depression, provided energy, zeal and experience in organizing Canadian labour. Indeed the dedicated small band of Communists or Communist sympathizers, like C. S. Jackson, J. B. Salsberg, Harvey Murphy, Tommy Church, Dick Steele and Alex Welch, who, with more enthusiasm than finances, were able to establish successful union locals when few were willing or able to attempt this thankless task. Prominent unions, such as U.E., UAW, Textile, International Woodworkers, and Steel, are indebted to these men. Their ideology was abhorrent to Canadian political and business leaders, and labour organizers, like Charlie Millard, who, in part, because of the Communists success, worked to oust communist union officials. The Communists tergiversations in following the dictates of the Kremlin stains their record, yet the position of anti-Communist leaders, who owed their official position to American leaders and finances, seems little more commendable. Perhaps the Communist labour organizers merit even greater accolades than Abella suggests. The Communists were restricted and harassed by individuals who subscribed to the pre-and post-World War II anti-Communist hysteria.

The conflict with the Communist faction in the labour movement was intensified by a number of factors. Internecine struggles developed; the official attitude towards Communists during World War II fluctuated; the attitude of organized labour towards political